

NOTES PRÉLIMINAIRES POUR UN COMPTE RENDU DU "MOUVEMENT DES ASSEMBLÉES POPULAIRES"

Le mouvement des assemblées dans les places a commencé complètement inopinément le 25 mai [2011] à Athènes. Il est peu clair qui était le groupe de personnes initial qui a pris à l'initiative d'envoyer un appel pour un rassemblement dans la place Syntagma sur Facebook pour exprimer son "indignation" et sa colère face aux mesures d'austérité du gouvernement. Il semble cependant que quelques personnes autour d'un groupe politique influencé par l'idéologie démocratique de Castoriadis aient été impliquées parmi d'autres dans cette initiative. Les mass media lui ont fait une publicité favorable et, pendant les premiers jours, on a pu voir une référence dans les médias à une bannière vue dans les mobilisations espagnoles : "Chut, ne criez pas, nous allons réveiller les Grecs" ou quelque chose comme ça. Naturellement, personne ne pouvait imaginer la suite.

L'appel initial était une déclaration d'indépendance et de séparation par rapport aux partis, à la représentation et aux idéologies politiques. Il déclarait également la volonté de protester paisiblement contre la gestion de l'Etat de la crise de la dette et contre "tous ceux qui nous ont conduits là où on est". En outre, un slogan principal était l'appel pour une "démocratie réelle". Le slogan de "démocratie réelle" a été rapidement remplacé quelque deux jours après par le slogan "démocratie directe". L'effort initial des organisateurs d'instaurer un corps et des règles démocratiques spécifiques pour l'assemblée a été rejeté par les participants. Cependant, certains règlements ont été établis après quelques jours au sujet de la durée des prises de parole (90 secondes), la manière dont quelqu'un pouvait proposer un sujet pour la discussion (sous forme écrite, deux heures avant le début de l'assemblée) et la manière dont les intervenants seraient choisis (tirés au sort). Nous devons également mentionner qu'autour du noyau de l'assemblée générale il y a toujours eu abondance de discussions, événements ou même des confrontations parmi les participants.

Il y avait au début un esprit communal dans les premiers efforts pour auto-organiser l'occupation de la place et officiellement les partis politiques n'étaient pas tolérés. Cependant, les gauchistes et particulièrement ceux venant de SYRIZA (coalition de gauche radicale) se sont rapidement impliqués à Syntagma et ont assuré des positions importantes dans les groupes qui ont été constitués pour organiser l'occupation de la place, et, plus spécifiquement, dans le groupe "de soutien au secrétariat" et celui responsable de la "communication". Ces deux groupes sont les plus importants parce qu'ils organisent l'ordre du jour des assemblées ainsi que le flux de la discussion. Il faut noter que ces personnes ne déclarent pas ouvertement leur allégeance politique et apparaissent comme des 'individus'. Cependant, ces politicos ont du mal manœuvrer complètement une assemblée si volatile et hétérogène à cause du discrédit des partis politiques. Il est cependant très difficile de participer en tant qu'individu dans ces groupes spécifiques, parce qu'il faut confronter le fantôme des mécanismes de parti des gauchistes.

Les rassemblements organisés quotidiennement sont graduellement devenus très massifs et ont exprimé la complète décrédibilisation du gouvernement et du système politique en général. Au rassemblement le plus massif peut-être 500.000 personnes ont participé (le dimanche 5 juin).

La composition sociale de la foule mélangée qui se rassemble quotidiennement comprend tant des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des étudiants que des petits entrepreneurs ou anciens petits patrons gravement touchés par la crise. Dans ces rassemblements dans la place Syntagma, une division s'est formée dès les premiers jours entre ceux qui sont "au-dessus" (près du Parlement) et ceux "en-dessous" (dans la place même). Dans la première catégorie, quelques nationalistes et groupes d'extrême droite ont été actifs depuis le commencement, influençant les personnes plus conservatrices et/ou moins politisées qui participent aux manifestations (qui sont soit des prolétaires ou d'anciens petits entrepreneurs prolétarisés). Il ont l'habitude de se réunir devant le Parlement pour agiter des drapeaux grecs, faire le geste de la paume ouverte contre les membres du parlement, crier des slogans populistes et nationalistes comme "Traîtres!" ou "Voleurs!" ou même chanter l'hymne national. Cependant, le fait que ces personnes soient politiquement plus conservatrices ne veut pas dire nécessairement qu'elles sont plus contrôlables quand les conflits avec la police démarrent ou qu'ils font partie des groupes d'extrême droite organisés. De l'autre côté, le deuxième groupe qui forme l'autre grande partie des organisateurs de l'assemblée est beaucoup plus orienté vers la gauche démocratique

(patriotique, antifasciste, anti-impérialiste), comme on peut le voir dans les communiqués votés (voir <http://real-democracy.gr>) et est également prolétaire dans sa composition (travailleurs au chômage, fonctionnaires, étudiants d'université, travailleurs du secteur privé, etc...)

Les gauchistes sont parvenus à organiser une série de débats-événements au sujet de la "crise de la dette" et au sujet "de la démocratie directe" avec des orateurs invités venant du milieu universitaire de gauche (par exemple des économistes politiques de gauche comme Lapavistas) qui sont reliés à divers partis politiques de gauche (principalement SYRIZA et ANTARSYA). L'organisation de ces débats reproduit et renforce la division entre les "experts" et les "non experts" et le contenu des présentations des intervenants invités a porté sur une gestion politique et économique alternative des rapports capitalistes et de la crise. Par exemple, les opinions principales exprimées en ce qui concerne la question de la dette varient entre des propositions pour la "restructuration de la dette" et l'annulation "de la partie odieuse de la dette", jusqu'aux appels à une suspension immédiate des paiements de la part de l'Etat grec ou encore à quitter la zone Euro et l'Union européenne. En tout cas, le contenu politique exprimé dans ces débats est celui d'une alternative et d'une voie plus patriotique pour le "développement du pays" et la création d'un vrai Etat social-démocrate. En d'autres termes, ces débats-événements essayent de diriger les discussions vers un chemin alternatif pour la reproduction des rapports capitalistes en Grèce, qui serait mis en application par un gouvernement différent dans lequel les gauchistes assumeraient le rôle qu'ils méritent... De temps en temps il y a eu des critiques, par des participants à l'assemblée, du rôle préminent des experts ainsi que de la conception de la dette comme une question logistique et nationale ; mais ils ont été trop faibles pour changer la direction des débats. La proposition la plus connue pour une gestion de gauche "de la dette nationale" vient de la 'Commission grecque d'audit', composée de divers politiciens et universitaires de gauche et de bureaucrates syndicaux, et qui favorise l'idée de l'annulation "de la partie odieuse de la dette" d'après le modèle de l'Equateur. La présence de cette Commission s'est installée dans la place dès les premiers jours, à l'encontre des résolutions votées pour l'exclusion des partis et des organismes politiques, sous le prétexte qu'elle est une "association des citoyens" !

Certains d'entre nous avons été impliqués dans une assemblée thématique qui a été constituée par l'Assemblée générale autour des questions du travail et du chômage, appelée 'Groupe de travailleurs et de chômeurs'. En coopération avec d'autres camarades, cette assemblée a essayé de favoriser la pratique auto-organisée de la "suspension prolétarienne des paiements", à partir du bas, pour la satisfaction directe de nos besoins. Naturellement, ceci est en complet désaccord avec les propositions politiques de gauche pour la "suspension des paiements de la dette souveraine". Dans ce but quelques interventions dans des bureaux de chômage ont été organisées appelant les chômeurs à rejoindre le groupe dans la place Syntagma et en essayant de lancer des discussions visant à l'organisation d'assemblées locales de chômeurs (ce dernier but n'ayant malheureusement pas réussi). En outre trois actions directes dans la station de métro de la place Syntagma ont été organisées où, en coopération avec un collectif qui était déjà en activité sur cette question, appelé "Je ne paie pas", une coalition de comités ; les machines de validation des billets de transport ont été bloquées. Les gauchistes qui participent à cette assemblée ont essayé de confiner leurs activités aux revendications politiques de gauche de "droit au travail", "travail à plein temps décent et stable pour tous", etc. sans montrer le moindre intérêt pour communiquer leurs expériences de lutte (s'ils en avaient) et s'engager dans une action directe collective. Les résultats de cette confrontation sont dépeints dans le communiqué qui a été produit et sont disponibles dans <http://real-democracy.gr/en/node/159>. Mais, le problème principal est que, à part nous, quelques anti-autoritaires/anarchistes et les gauchistes, la participation d'autres personnes dans les discussions et les actions est presque inexistante, bien que les actions qui ont été organisées aient été convenues par l'assemblée générale.

Ceci amène une autre observation importante au sujet de l'assemblée de la place Syntagma. Malgré le fait que l'assemblée a pris tous ces jours des décisions impliquant l'organisation d'actions directes, à la fin très peu de gens y participaient vraiment. Il semble que le processus démocratique direct de voter seulement pour ou contre une proposition spécifique, dans une assemblée si massive, tend à reproduire la passivité et le rôle du spectateur/voteur individualisé.

Ces passivité et individualisation d'une partie significative des gens ont été dépassées le jour de la grève (15/6) quand la nécessité de lutter contre les tentatives de l'Etat de congédier la manifestation et de réoccuper la place Syntagma, a non seulement entraîné la participation de milliers de personnes dans les conflits avec la police, mais ont également entraîné l'expression d'une vraie solidarité entre

les manifestants : des personnes étaient libérées des mains des flics par d'autres protestataires, l'équipe médicale portait secours à ceux qui étaient en danger à cause des gaz lacrymogènes et des coups brutaux de la police, une danse joyeuse de milliers de personnes dans les gaz lacrymogènes, etc...

Il y a eu cependant certaines forces, c'est-à-dire les mass media, les partis de gauche et les fascistes, qui ont essayé de fomenter des séparations entre les manifestants sur la question de la violence, en accusant quelques manifestants violents d'être des agents provocateurs de la police. Quand le bloc des anarchistes/antiautoritaires et les blocs des syndicats de base sont arrivés dans la place Syntagma et certains des camarades sont allés devant le parlement, un groupe de fascistes a exploité le lancement de quelques cocktails molotov (2 ou 3) par quelques individus et a commencé à crier avec des porte-voix aux manifestants que le "kukuloforoï" (les personnes à capuche) étaient des provocateurs de la police camouflés, qui devraient être isolés. Ce groupe a commencé l'attaque contre les anarchistes/antiautoritaires et a réussi à entraîner d'autres manifestants impliqués aussi dans l'attaque. Les anarchistes/antiautoritaires sont parvenus à faire face à l'attaque et à répondre avec succès. Les médias ont exploité cet incident en le dépeignant comme une attaque des anarchistes contre les "indignés" (comme on appelle les foules qui manifestent dans la place) afin de favoriser la séparation entre les protestataires "violents" et les "paisibles" dans le mouvement. La vidéo de cet incident a été passée plusieurs fois pendant le reste de la journée. Mais, au niveau de la politique de rue, cette tentative a en grande partie échoué car, quand la police a attaqué plus tard la manifestation, elles s'est trouvée confrontée à une foule totalement mélangée.

Indépendamment des médias, les partis de gauche ont essayé aussi de favoriser la séparation entre les protestataires "violents" et les "paisibles" par leur "provocateurologie", les accusations et la propagande incessantes contre le milieu anarchiste/antiautoritaire. Leurs objectifs sont naturellement différents : ils veulent retenir le mouvement dans les limites de la légalité et du pacifisme pour pouvoir en tirer profit dans la réalisation de leur rêve de participation à un futur gouvernement qui suivra un chemin de gauche alternatif pour le développement du capitalisme grec. Nous pouvons ajouter ici que le 'groupe d'ouvriers et de chômeurs' de place Syntagma auquel certains de nous participent, a publié une résolution condamnant la provocateurologie et les fausses divisions dans le mouvement, mais le texte n'a jamais été voté comme sujet de discussion ; c'était le résultat de l'interposition et de la manipulation des organisateurs de gauche combinées au faible appui des autres participants. .

Mais beaucoup d'opinions différentes se sont été exprimés au sujet de la question de la "provocateurologie" et du *"caractère violent ou pacifiste de notre mouvement"*. Le caractère dynamique et contradictoire de l'assemblée peut être tracé à certaines des décisions de l'assemblée deux jours avant la grève 48 heures des 28-29 juin. Les organisateurs de gauche sont parvenus à emporter un vote appelant les forces de police *"à montrer du respect envers la volonté des personnes et le droit constitutionnel de souveraineté du peuple [...] et à ne pas empêcher le peuple de protéger sa propre constitution"* ! En même temps, il y a eu une autre résolution qui a condamné *"les professionnels de la violence qui servent le système et pas le mouvement"*, reflétant le provocateurologie de gauche contre ceux qui n'agissent pas selon l'idéologie de l'obéissance à *"à la loi et à l'ordre"*. Au contraire, un jour après, dans une autre décision, l'assemblée a voté en faveur *de "ceux qui s'affrontent aux forces de répression. Personne ne devrait parler contre eux avec un haut-parleur"*. Le même jour, une proposition pour *la "condamnation de n'importe quel genre de violence pendant la prochaine grève de 48 heures"* a été désapprouvée.

Il faut souligner que jusqu'à maintenant le "mouvement des places" a été vraiment efficace dans le sens de parvenir à élargir le champ de l'opposition à la politique du gouvernement, quelque chose que les grèves conventionnelles et les grèves isolées sectorielles n'étaient pas parvenues à faire. Il a obligé le GSEE discrédité à appeler à une grève de 24 heures le 15/6 et à une grève 48 heures quand le deuxième "mémoire" serait voté, et beaucoup de travailleurs ont saisi l'occasion pour participer aux manifestations du matin jusqu'à la nuit. Bien qu'il ne soit pas parvenu à annuler le vote du mémoire, il a quand même réussi à créer une crise politique profonde dans le cabinet gouvernemental. Jamais auparavant, même pendant les émeutes de décembre 2008, le système politique de représentation n'a connu un tel discrédit irréparable. Cependant les organisateurs de gauche sont parvenus à préserver le rôle de médiateur des syndicats - au moins au niveau idéologique par une affiche commune réclamant la grève de 48 heures.

Une première observation au sujet de cette grève est qu'il est impossible de faire une évaluation précise du nombre de personnes qui ont participé aux événements pendant ces deux jours. Il y avait un flux continu de personnes qui entraient et sortaient, du terrain de la lutte au centre d'Athènes (c'est-à-dire la place Syntagma et les rues environnantes) et le nombre de manifestants a fluctué entre quelques milliers et jusqu'à 100.000 personnes. Cependant, la participation à la grève, au rassemblement et aux conflits était bien inférieure le premier jour que le deuxième : le nombre de manifestants dans la place Syntagma le mardi 28/6 n'a pas excédé 20.000 personnes.¹ Les deux jours, des affrontements féroces ont eu lieu entre les manifestants et la police anti-émeutes sur une grande partie du centre ville, autour de Syntagma. Des milliers de projectiles chimiques ont été jetés par la police anti-émeutes, créant une atmosphère toxique et suffocante. Le deuxième jour, la mobilisation était plus intense et plus massive. D'après la police, 131 policiers ont été blessés, 75 personnes ont été arrêtées et 38 personnes inculpées. Selon l'équipe médicale de la place de Syntagma, plus de 700 personnes avaient reçu les premiers secours dans les centres de soins médicaux improvisés dans la place et à l'intérieur la station de métro Syntagma et autour de 100 ont été transportées dans des hôpitaux. Il y avait des dommages sur des banques, des bâtiments de ministères, des hôtels luxueux, le bureau de poste de la place Syntagma et quelques magasins et restaurants commerciaux.

Il n'y a aucun doute que depuis le début le but de l'Etat était d'évacuer la place, de terroriser et disperser les manifestants.² Mais l'attitude persistante et fouguese des manifestants peut être parfaitement exprimée par le slogan : "Nous ne quitterons pas la place". Résultat, la confrontation avec la police, matérielle et verbale, était presque continue. Le premier jour, la majeure partie des gens avait été repoussée dans les rues entourant la place, donnant lieu à des batailles plus ou moins courtes ou longues, jusqu'à ce que la police soit parvenue à créer une barrière policière autour de la place, empêchant n'importe qui de s'approcher. Malgré cela quelques centaines de personnes sont restées dans la place jusque tard dans la nuit.

Le deuxième jour, indépendamment du rassemblement dans la place de Syntagma, il y a eu des tentatives de faire des blocus tôt le matin afin d'empêcher l'entrée du membres du parlement dans le parlement. Ce plan a été voté par l'assemblée de Syntagma aussi bien que par les assemblées qui ont été formées dans d'autres voisinages d'Athènes en dehors du centre. Malheureusement, seulement quelques centaines de manifestants ont participé à ces blocus qui ont été immédiatement attaqués violemment, éloignés et rapidement congédiés par la police. Donc le plan pour empêcher les politiciens d'entrer dans le parlement n'a pas fonctionné. Dans le cas du blocage de l'avenue Vasileos Konstantinou, les manifestants ont été repoussés vers les rues voisines où ils ont fait des barricades et après quelques heures et quelques confrontations légères avec la police d'émeute ils ont commencé une longue manifestation qui a traversé les parties touristiques du centre pour finalement rejoindre le grand rassemblement dans la place Syntagma. Il faut noter que l'organisation des blocages a été totalement inefficace puisque les organisations gauchistes, qui ont joué un rôle important par leur contrôle des

¹ Le fait que la majeure partie des gens ont choisi de se mettre en grève le 2^e jour de la grève de 48 heures, quand le « programme-cadre de consolidation de la fiscalisation à moyen terme » a été voté, a emphatiquement démontré le caractère idéologique et trompeur des appels des gauchistes à une grève illimitée. La grande réduction du revenu et des ressources des travailleurs s'est combinée avec une véritable crise des syndicats, rendant une telle perspective totalement impossible, au moins à court terme, tant au niveau objectif que subjectif. Par conséquent, les appels de la gauche à une grève illimitée sont exempts tout vrai contenu et sont employés pour une propagande pseudo-combative afin de cacher leur incapacité et/ou réticence totales à s'engager dans l'organisation d'actions directes appropriées et pratiques favorisant la "suspension prolétaire des paiements" à partir du bas. Les cadres de tous les partis et groupuscules de gauche sont beaucoup plus enclins à maintenir leurs positions institutionnelles dans les divers syndicats, associations et organisations non gouvernementales qu'à favoriser n'importe quelle activité réelle antagoniste de classe.

² Comme les media l'ont révélé plus tard, ce but a été projeté et décidé dans une conférence de haut niveau de généraux de la police grecque, déjà mardi, et montre autant l'importance que le gouvernement a donnée au vote des nouvelles mesures d'austérité que l'absurdité de la théorie de la "provocation" de la police par la violence. En outre, suite à des échanges échauffés entre la police anti-émeutes et des manifestants, nous pouvons conclure que ces brigades doivent avoir subi une certaine formation idéologique par des fonctionnaires du gouvernement pour qu'aucun doute moral ne vienne empêcher l'exécution des ordres : l'argument dominant était que la majorité des manifestants sont "des fonctionnaires qui ont perdu leurs privilèges"...

principaux groupes de Syntagma, n'ont rien fait pour assurer une plus grande participation et une vraie confrontation avec la police. Naturellement, l'attitude des gauchistes n'est pas une excuse pour l'incapacité de l'assemblée elle-même de mettre en application ses décisions et la passivité d'une grande partie de ses participants.

En ce qui concerne les conflits autour du parlement, des scènes semblables à celles du premier jour ont eu lieu le deuxième jour aussi, mais ça a été beaucoup plus difficile pour la police d'accomplir ses objectifs. Des milliers de manifestants ont participé aux heurts du deuxième jour. La plupart des manifestants s'étaient préparés aux affrontements en portant des masques à gaz ou autre équipement de protection improvisé ; beaucoup avaient des solutions antiacides tandis que d'autres étaient entièrement équipés pour se battre avec les flics. Dans la plupart des cas, il y avait "une zone de front" où les batailles se menaient et "une zone arrière" où les gens hurlaient des slogans, aidaient ceux qui en avaient besoin et même "alimentaient" la "zone avant" avec des gens nouveaux.

Les "personnes paisibles" ont soutenu ceux s'opposaient avec la police : la présence physique de la foule énorme elle-même était un obstacle aux manoeuvres de la police. Des protestataires ont bloqué un groupe de motos des infâmes forces de police "DIAS" et "DELTA" en restant debout devant elles alors que les policiers se préparaient à l'attaque. Les "paisibles" n'avaient pas peur des confrontations et seules les attaques massives, violentes et répétées de la police d'émeute et de la police en moto les ont forcées à abandonner les rues entourant Syntagma. Contrairement à ce que beaucoup prêchaient pendant les jours précédents, et particulièrement pendant les affrontements avec la police du 28 juin, les confrontations "n'ont pas effrayé" les "gens", mais en un sens ces confrontations ont exprimé la colère accumulée contre un gouvernement amplement discrédité, la brutalité de la police et la détérioration des conditions de vie de la classe travailleuse.

Ce jour particulièrement sont réapparus les insurgés de décembre 2008 (des anarchistes, des anti-autoritaires, des étudiants, des ultras, de jeunes prolétaires précaires) dans les rues d'Athènes, à côté d'une partie considérable de la classe travailleuse "plus respectable" et plus stable qui protestait contre les mesures d'austérité en se confrontant à la police. C'était la première fois après le 5 mai 2010 qu'une telle chose s'est produite.

La grève de 48 heures a eu une autre similitude avec la révolte de décembre 2008 : la gaieté. Beaucoup de slogans ou rimes des protestataires contre le gouvernement et le FMI sont basés sur des slogans ou rimes de la culture de terrasse, et pendant les confrontations avec la police, des batteurs encourageaient les protestataires et les incitaient à garder leurs positions.

Les deux jours, la police par la suite "a dégagé" les environnements et les rues centrales tard dans la nuit, et seulement quelques déterminés sont restés dans la place durant la nuit.

Les milliers de personnes qui ont participé aux confrontations, et leur diversité, répondent dans la pratique aux théories des organisations de gauche et des media au sujet des "provocateurs" ou des "groupes para-étatiques" et ont démontré le ridicule de la propagande traditionnelle au sujet de ces groupes "spécifiques" qui "créent toujours le chaos". Beaucoup de gens ont ressenti la nécessité de jeter des pierres, d'allumer des feux et de barricader les rues contre les flics armés, furieux et impitoyables qui exécutent les ordres du capital et de son Etat.

Ce changement était également le résultat du dépassement des confrontations (habituellement verbales) entre les protestataires "non-violents" et les "violents" pendant les mobilisations du mois dernier. Beaucoup de protestataires "non-violents", particulièrement les plus âgés, ont réalisé enfin que derrière les "masques" des "provocateurs" il y avait la plupart du temps des jeunes ordinaires, pleins de rage. Dans un cas, une dame d'une soixantaine d'années parlait de manière amicale avec un jeune "masqué" de 16 ans au sujet du droit de "répondre violemment aux flics par la violence", tandis qu'en même temps des protestataires "indignés", bien habillés, se disputaient avec des "émeutiers" sur des sujets semblables. Dans d'autres cas, des personnes "non-violentes" avec des problèmes de respiration ont été aidées par les manifestants "masqués" bien préparés. La violence n'est qu'une question parmi d'autres dans les discussions sociales et politiques qui émergent dans la foule mobilisée et jouent un rôle important dans la configuration des mobilisations et des attitudes contradictoires de beaucoup de manifestants. On peut dire que ces conflits créent *un espace public prolétarien* limité où des questions théoriques et pratiques sont posées.

Un autre trait proéminent de ces jours de colère était *la combinaison de la bagarre et de la festivité*. Pendant les confrontations il y avait de la musique 'live', les gens chantaient et, comme nous l'avons mentionné plus haut, dans certains cas des joueurs de tambour (batteurs) ont accompagné les

contre-attaques contre les brigades anti-émeutes! Pendant l'après-midi du 28 un concert a été fait malgré les combats et les gaz chimiques et les protestataires dansaient pendant que la police envoyait des gaz lacrymogènes sur la place. Les expropriations des pâtisseries, des gâteaux et des glaces d'une chaîne de cafés dans la place ont donné à la lutte une saveur douce le 29, bien que le groupe chargé des approvisionnements alimentaires ait par la suite condamné par les haut-parleurs les pillages, probablement après s'être fait engueuler par quelques "organisateur" de gauche. Plus tard dans l'après-midi un grand groupe principalement de membres de SYRIZA a essayé d'empêcher des personnes d'empiler des pierres contre une attaque possible par les brigades anti-émeutes, cependant, n'ayant aucun plan alternatif pour faire face à l'attaque, elles ont bientôt renoncé à leur effort. Peu de temps après, l'équipement de microphones avec les haut-parleurs ont été enlevés de la place sur le prétexte qu'il pourrait être endommagé. Le choix de supprimer la "voix" de la mobilisation à ce moment particulier, quand les affrontements avec la police dans les alentours de la place faisaient encore rage, minait clairement la défense de la place. Quelques minutes plus tard des brigades anti-émeute ont envahi la place et, par une opération particulièrement violente de balayage, ont réussi à disperser la foule vers la station de métro. Seulement quelques centaines de personnes sont encore revenues et encore moins sont restées dans la place jusqu'à tard dans la nuit.

Nous devrions également mentionner que le sentiment de colère contre les politiciens et la police se développe vraiment. A part les nombreux affrontements, cette colère s'est également reflétée dans les condamnations verbales qu'on peut entendre ici et là : "il faudrait brûler le parlement", "il faudrait les pendre haut", "il faudrait prendre les armes", "nous devrions visiter les maisons des membres du parlement" etc... Il faut remarquer que la plupart de ces déclarations viennent des personnes plus âgées. Plusieurs cas d'"arrestations" de flics camouflés par des personnes en nombre sont également indicatives du degré de la colère montante : dans la soirée de 29 des manifestants ont mis la main sur un flic en civil dans la station de métro de Syntagma et ont essayé de l'arrêter, quand des sauveteurs de la Croix Rouge sont intervenus et l'ont aidé à s'échapper (selon certaines rumeurs, il n'avait plus de pistolet quand il est parti...).

En ce qui concerne le rôle des syndicats (GSEE-ADEDY), excepté leur appel à la grève de 48 heures, qui était plus ou moins le résultat de la pression du "mouvement de la place", ils n'ont vraiment pas joué un rôle important. Il est caractéristique que leurs blocs aient attiré seulement peu de centaines de personnes et, le deuxième jour, quand le nouveau paquet d'austérité était voté, le GSEE a organisé son rassemblement tard dans l'après-midi dans une autre place du centre de la ville (qui était juste à une courte marche de la place Omonia qui est dans la direction opposée !) ! En outre, le 30 juin, le GSEE, fidèle aux théories de conspiration, a publié un communiqué de presse qui condamnait *"les destructions et les émeutes pré-décidées entre les personnes à capuche et la police qui coopèrent contre les ouvriers et les manifestants [...] Le GSEE condamne n'importe quel type de violence d'où qu'elle vienne et appelle le gouvernement à assumer ses responsabilités..."*. D'un autre côté, ADEDY a gardé une position plus prudente : dans ses communiqués de presse des 29 et 30 juin, il a condamné *"la barbarie du gouvernement"* et *"la brutalité de la police"* contre les manifestants et ont même réclamé un rassemblement pour le 30 juin sur la place de Syntagma, qu'il n'a jamais organisée !

Quelques points de vue généraux concernant le mouvement contre l'imposition des mesures d'austérité les plus dures depuis la seconde guerre mondiale :

1) Le nationalisme (la plupart du temps sous une forme populiste) est dominant, favorisé autant par les diverses cliques d'extrême droite que par les partis de gauche et les gauchistes. Même pour beaucoup de prolétaires ou de petits-bourgeois frappés par la crise qui ne sont pas affiliés à des partis politiques, l'identité nationale apparaît comme un dernier refuge imaginaire quand tout le reste s'émiette rapidement. Derrière les slogans contre "le gouvernement étranger qui nous vend" ou pour le "Sauvetage du pays", "la Souveraineté nationale" et une "Nouvelle Constitution", se trouve un sentiment profond de peur et d'aliénation face auquel "la communauté nationale" apparaît comme une solution magique d'unification. Des intérêts de classe sont souvent exprimés en termes nationalistes et racistes produisant un cocktail politique confus et explosif.

2) La manipulation de l'assemblée principale dans la place Syntagma (il y en a plusieurs autres dans divers voisinages d'Athènes et de villes en Grèce) par des membres "incognito" de partis et

d'organisations de gauche, est évidente et vraiment obstructive à une direction de classe du mouvement. Cependant, en raison de la crise profonde de légitimation du système politique de représentation en général, eux aussi doivent cacher leur identité politique et garder un équilibre entre un discours général, abstrait, sur l'"autodétermination" et "la démocratie directe", "l'action collective", "l'anti-racisme", "le changement social" etc., d'un côté, et un nationalisme extrême, un comportement de gangsters de quelques individus d'extrême-droite qui participent en groupes dans la place, d'un autre côté, et tout cela sans grand succès.

3) Une partie significative du milieu antiautoritaire ainsi qu'une partie de la gauche (particulièrement les marxistes léninistes et la plupart des syndicalistes) gardent leurs distances par rapport à l'assemblée, ou lui sont ouvertement hostiles : les premiers l'accusent principalement de montrer de la tolérance envers les fascistes devant le parlement ou les membres du groupe de défense de l'assemblée et d'être des petits-bourgeois réformistes manipulés par certains partis de gauche. Les seconds l'accusent d'être apolitiques, hostiles à la gauche et au 'mouvement syndicaliste ouvrier organisé'.

Une chose est certaine : ce mouvement volatile et contradictoire attire l'attention de tous les côtés du spectre politique et constitue une expression de la crise des rapports de classe et de la politique en général. Aucune autre lutte ne s'est exprimée de manière plus ambivalente et plus explosive dans les dernières décennies. Ce que le spectre politique dans sa totalité trouve inquiétant dans ce mouvement d'assemblées est que la colère et l'indignation prolétaires (et petites-bourgeoises) ne s'expriment plus par les canaux de médiation des partis politiques et des syndicats. Il n'est donc pas tellement contrôlable et il est potentiellement dangereux pour le système de représentation général, politique et syndicaliste. Par conséquent, le rôle de la 'provocateurologie' est crucial : il sert d'exorcisme, de calomnie contre une partie grandissante de la population qui, exilée dans le no man's land "de l'activité paraétatique", devrait être rendue inerte. À un autre niveau, le caractère multiforme et ouvert de ce mouvement met à l'ordre du jour la question *de l'auto-organisation* de la lutte, même si *le contenu* de cette lutte reste *vague*. Le débat public sur la nature de la dette est une question épineuse car elle pourrait mener à un mouvement de "refus des paiements" à l'Etat grec (une question bien au delà de l'horizon politique des partis, des syndicats et de la grande majorité de la gauche extra-parlementaire, étatiste comme elle est). Après le vote du 'Programme à moyen-terme', la direction que va prendre le mouvement des assemblées est incertaine, dans une époque où toutes les certitudes semblent fondre dans le ciel.

TPTG
11/7/2011